

DES MÉNAGÈRES RÉAGISSENT AUX DERNIÈRES MESURES DU GOUVERNEMENT

«Que des promesses !»

La flambée des prix des aliments de base persiste toujours. Les déclarations du gouvernement semblent n'avoir rencontré aucun écho chez les marchands. Le citoyen reste, ainsi, pris en otage.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Une virée, hier, au vieux marché populaire de Laâqiba, dans la commune de Belouizdad, à Alger, a permis de constater que la mercuriale des fruits et légumes, même élevée, est stable depuis quelques semaines. Même constat concernant les viandes rouges et blanches. Quant aux produits alimentaires de première nécessité, leurs prix n'ont pas baissé d'un iota, malgré les récentes déclarations du gouvernement.

Rencontrée dans les étroites allées du marché, une ménagère, les mains chargées de sacs de provisions, affirme que les mêmes prix sont appliqués depuis le début de l'année. «Ils ont annoncé à la télévision qu'il y aura une baisse des prix, mais en réalité, on en voit aucune. Le sucre est cédé entre 115 DA et 120 DA.

Même chose pour l'huile dont le bidon de 5 litres est passé de 650 DA à 750 DA. Même le prix des pâtes a augmenté ainsi que ceux du miel et du yaourt. C'est incroyable cette flambée des prix !» peste-t-elle. Et de poursuivre : «Le pot de margarine a, lui aussi, grimpé de 65 DA à 80 DA. Auparavant, on pouvait préparer des gâteaux pour le petit déjeuner ou même tartiner avec mais là, c'est devenu inaccessible.» Face à des prix qu'elle qualifie d'«exagérés», elle se résigne à continuer à puiser dans le «stock» de sucre qu'elle a

en réserve. Abdelghani, un jeune vendeur, se tient à l'entrée de son épicerie. Il guette l'arrivée d'éventuels clients. Son magasin est presque vide. Seuls quelques produits sont tristement exposés sur les étals. Visiblement, Abdelghani ne s'est pas approvisionné depuis quelque temps. «J'attends que les prix baissent chez les grossistes pour faire mes achats. Les prix sont excessivement élevés et mon budget ne me permet même pas de remplir un seul étalage de ma boutique», explique-t-il. Contrairement à lui, son voi-

sin Amine, tient une épicerie pleine à craquer de marchandise. Les rares clients qui s'en approchent prennent la poudre d'escampette à cause des prix élevés. «Nous avons fait nos achats la semaine dernière. Le sucre, nous l'avons acquis à 110 DA le kilogramme et aujourd'hui nous sommes obligés de le céder au même prix, sinon les gens ne vont pas l'acheter. Quant à l'huile, j'ai payé le bidon de 5 litres à 735 DA et je le revends à 720 DA. Vous voyez, je vends à perte !» se plaint-il.

Deux femmes s'arrêtent devant ses étals. Elles demandent les prix de quelques produits. Même si la déception était visible sur leurs visages, elles ont quand même procédé à quelques achats. «Hier, ils



Photo : Samir Sid

ont annoncé la baisse des prix à la télévision, et ce matin on découvre le contraire au marché. Les prix sont les mêmes. Ils n'ont pas bougé d'un iota. Mais

que faire ? On est obligé d'acheter ce dont on a besoin», dit l'une d'entre elles.

Son amie enchaîne : «Le pain se fait rare ces der-

niers jours. Vers 10h30, on ne trouve plus de pain dans les boulangeries. Le week-end dernier, j'ai dû m'acheter du pain pour hamburgers chez l'épicier. Depuis, j'achète très tôt le matin une grande quantité de pain et je la mets au congélateur.»

Venue acheter des yaourts pour ses deux enfants, Ilham, une jeune maman, dénonce les augmentations des prix des différents produits alimentaires.

«Les yaourts ont connu une hausse de 1 DA à 3 DA et les jus ont atteint les 30 DA d'augmentation. On ne croit plus en ce gouvernement. Que des promesses, que des promesses mais rien de concret !», tonne-t-elle.

R. N.

GROSSISTERIES EN PRODUITS ALIMENTAIRES DE SEMMAR

Les commerçants exigent une législation adaptée

Une ambiance tendue régnait hier au quartier Semmar à Gué-de-Constantine, où les grossistes commentaient les derniers événements. Déroutés, les commerçants ont expliqué, encore une fois, qu'ils n'ont rien à voir avec la hausse des prix des produits alimentaires de large consommation. Toutefois, et tout en maintenant que les transactions par chèque sont particulièrement ardues, ils exigent une législation plus adaptée au terme du mois de mars prochain. Elle permettrait, selon eux, de définir notamment les marges bénéficiaires et des procédures claires concernant les transactions commerciales.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Les grossistes se sont retrouvés au devant de la scène après les violentes émeutes vécues aux quatre coins du pays et provoquées par la hausse vertigineuse des prix des produits de première nécessité. Pointés du doigt, ils se défendent en accusant, à leur tour, les producteurs. Pour eux, leur marge bénéficiaire reste dérisoire et ne dépasserait pas les 1 à 1,5%. Concernant les nouvelles mesures relatives à l'obligation

de l'utilisation des chèques à partir du mois d'avril et l'assouplissement des mesures concernant le dossier à fournir par les grossistes aux distributeurs, les avis sont partagés chez les commerçants de Semmar. «Il nous est impossible de travailler par chèque, vu notamment les lenteurs et les démarches contraignantes au niveau des banques.

Dans ce cas, quand récupérons-nous notre argent ?» D'autres commerçants de gros préciseront qu'«à

la fin du mois de mars prochain, au moment du bilan des impôts, il faudra payer la TVA, les marges seront prises et les prix remonteront de nouveau». En fait, les rumeurs vont bon train à Semmar, où les commerçants voient leurs activités de plus en plus menacées. «Ils disent que les grossistes font monter les prix, alors que notre marge est particulièrement basse, sur l'huile, à titre d'exemple, ma marge est de 3 DA sur le bidon de 5 litres», assure un commerçant. Les grossistes diront aussi que ce dimanche, les représentants de Cevital ont fait le tour des commerces en vue de rembourser les intervenants suite aux nouvelles mesures prises par le gouvernement. «Il se trouve que tous les commerçants, ici, ne se sont pas approvisionnés chez Cevital, ils se retrouvent donc à payer de leur poche la différence. Ceci ajouté au fait que les représentants du groupe industriel ne font le décompte que de l'huile qui se trouve

au niveau des magasins, pas les bidons que nous avons au niveau des dépôts. Cette mesure aussi va beaucoup nous pénaliser», s'indignent les commerçants. Inquiets, ces derniers expliquent qu'ils souhaitent une réglementation claire en vue d'éviter l'anarchie qui caractérise l'activité. Pour ce qui est de la présentation des factures, les grossistes expliqueront que «les producteurs et les importateurs vendent leurs produits sans factures, en vue d'éviter une hausse importante des prix des produits. Devant cette situation, les grossistes de Semmar estiment être dans le flou total et préfèrent donc adopter une attitude prudente en attendant de voir l'évolution de la situation d'ici la fin du mois de mars prochain, quand entrera en vigueur l'utilisation des chèques pour les transitions supérieures à 500 000 DA ainsi que la présentation d'une facture aux distributeurs.

F-Z. B.

AU SOIR D'ALGÉRIE

le moyen et long terme

Il y a à mon avis un sérieux problème de calcul de coût d'opportunité de ces mesures et de leurs retombées à terme sur le développement des entreprises et de la croissance économique hors hydrocarbures. Il est temps de faire la différence entre une réorganisation du commerce extérieur et de son mode de financement qui a pour but de réduire la facture des importations et une réorganisation du commerce extérieur dont la finalité stratégique est de protéger nos industries et de développer une nation manufacturière compétitive. Tout un programme.

De même, la gestion en matière de régulation financière reste incertaine. Ainsi, l'obligation du chèque pour les transactions financières a été reportée. N'y a-t-il pas risque de croissance de l'informel, de la contrefaçon (faux billets) ?

L'Etat essaye à juste titre et en toute légitimité de récupérer ses périmètres de missions régaliennes



Photo : DR

et de corriger jusqu'à mettre fin aux graves déséquilibres concurrentiels qui minent l'économie nationale à travers les nuisances que ne cesse de générer le secteur informel notamment mais pas seulement.

Depuis les années 90, l'Etat a perdu beaucoup de ses territoires en tant que puissance publique et agent de régulation.

Du non-respect des poids et mesures (le budget de l'Etat consa-

cré à la métrologie aux Etats-Unis d'Amérique est, tenez-vous bien, de 5% du PIB au pays du libéralisme !) aux excroissances urbaines internes et externes à la ville, il y a tout un travail de retour de l'Etat qui est à l'ordre du jour et que personne ne peut nier.

Le processus de reconquête des attributs régaliens de l'Etat ne sera pas facile, ni de tous repos. C'est sans aucun doute, un des lieux de test de l'efficacité des réformes de l'Etat qu'on suppose déjà réalisées. La démarche répressive n'est pas la seule voie. Elle peut même s'avérer contreproductive voire source de tensions.

La réflexion doit s'orienter vers une démarche de traitement inclusive des agents et acteurs de l'économie informelle. Le coût d'accès à la règle économique légale est toujours élevé dans notre pays, d'où le recours, des jeunes notamment, à l'économie clandestine. Cette

démarche doit pouvoir reposer sur un mode de production et de consommation de l'autorité de l'Etat

fondé sur la légitimité et la légalité de ses interventions sans lesquelles, aucune efficacité n'est possible à moyen et long terme. Le contrôle collectif est, on ne le dit pas, au cœur des attributs et de l'action des institutions dans une économie de marché. Sans un contrôle collectif effectif et systématique, c'est le déséquilibre concurrentiel structurel qui s'installe durablement avec des pratiques et des comportements économiques et sociaux où les mauvais compétiteurs sont favorisés et gagnent toujours au détriment des bons compétiteurs.

Ce qui rend impossible le développement d'une économie réellement productive et compétitive. Il est temps de réaliser la grande chirurgie dont a besoin l'économie nationale. Ce qui exige débat et stratégie d'optimisation de l'adhésion de larges couches de la société aux projets du changement global attendu.

Propos recueillis par Chérif Bennaceur